

# 9 juillet, mobilisation générale contre le ramadan à la Mairie de Paris

écrit par Christine Tasin | 16 juin 2014



✘ Le 9 juillet prochain, les contribuables parisiens vont dépenser 70000 euros pour que Hidalgo fête le ramadan à la Mairie de Paris, bafouant ainsi l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 de la séparation des Eglises et de l'Etat : **La République ne reconnaît, ne salarie et ne subventionne aucun culte.**

C'est pourquoi *Résistance républicaine* et *Riposte laïque* appellent les Français à protester et à marquer leur attachement à la laïcité en participant le même jour à un apéritif-saucisson-laïque sur la place de la Mairie. Il est intolérable de fêter officiellement une des obligations religieuses de l'islam, comme il serait intolérable que la Mairie de Paris ou d'autres fêtassent le vendredi saint chrétien ou le yom kippour juif.

Nous avons déjà dit en quoi et pourquoi le ramadan était incompatible et avec nos valeurs et avec la vie moderne, notamment l'année dernière dans notre [Dossier ramadan 2013](#) qui déclinait en 14 articles les inconvénients du ramadan qui nuit à la santé, qui coûte cher aux entreprises et aux contribuables, qui fait prendre des risques sur la route et dans les entreprises, qui, sous prétexte de

réjouissances, impose en fait un ordre moral et l'impossibilité pour les nés musulmans de devenir apostats, qui, encore et surtout, marque l'islamisation de notre pays, refusée par 80% des Français et dont la célébration est une occasion supplémentaire d'imposer la société multiculturelle dont les Français ne veulent pas.

Nous proposons donc à tous ceux qui le pourront de nous rejoindre le 9 juillet entre 17h30 et 20h avec un sandwich au saucisson et du jus de raisin pour marquer leur attachement à nos traditions, dans la continuité de l'apéro saucisson pinard du 18 juin 2010.

Le 18 juin 2010 nous avons voulu marquer notre opposition aux prières musulmanes dans la rue, qui se déroulaient partout en France chaque vendredi avec ces deux traditions que sont dans notre pays la gastronomie à base de porc et la culture de la vigne, dont les produits sont de plus en plus chassés des cantines, des restaurants d'entreprises, des avions... pour complaire aux interdits alimentaires d'une minorité de la population. Ces interdits sont, de fait, de plus en plus imposés à tous, et marquent l'avancée, terrible, de l'islamisation de la France. Notre action avait obligé medias et politiques à ouvrir les yeux et à faire ce qu'il fallait pour que les prières dans les rues disparaissent.

Nous attendons de notre action du 9 juillet prochain qu'elle ouvre elle aussi les yeux des politiques et les conduise à renoncer aux célébrations de ramadan, aux repas de ruptures de jeûne dans les mosquées comme aux participations des politiques aux repas communautaristes du CRIF.

***La République ne reconnaît aucun culte.*** La phrase est très simple et très claire. Un homme politique, quelle que soit sa religion ou sa non religion ne doit pas, dans l'exercice de ses fonctions, célébrer, évoquer ou favoriser une religion quelconque ni les ressortissants d'une religion, quelle qu'elle soit.

Quand Hollande [souhaite](#) un bon Aïd-El-Fitr aux musulmans et demande aux non musulmans d'en faire autant, il trahit nos lois et la neutralité de l'Etat ; doublement puisqu'il s'abstient soigneusement

de souhaiter un bon Noël ou de joyeuses Pâques, qui ne sont plus, depuis longtemps, des fêtes uniquement religieuses à ses concitoyens

Quand Delanoë [célébrait](#) le ramadan à la Mairie de Paris, il trahissait nos lois et la neutralité de l'Etat.

Quand Sarkozy participait au [repas de rupture du jeûne](#) du ramadan, il trahissait nos lois et la neutralité de l'Etat.

Quand [Royal](#), [Valls](#) et quelques autres participent à un repas de rupture du jeûne du ramadan, ils trahissent nos lois et la neutralité de l'Etat.

Quand Hidalgo, à son tour, dépense l'argent du contribuable saigné par ailleurs par les augmentations d'impôts pour [célébrer le ramadan](#) à l'Hôtel de ville, elle trahit nos lois et la neutralité de l'Etat.

Il nous appartient, à nous, patriotes amoureux de la France, de ses traditions et de ses valeurs, républicains ou pas, laïques ou pas, de venir dire notre opposition aux trahisons de nos lois, de nos traditions, de notre civilisation et de ses valeurs.

**Christine Tasin**, Présidente de [Résistance républicaine](#)